

La survivance, une stratégie ?

ÉRIC BÉDARD, *Survivance. Histoire et mémoire du XIX^e siècle canadien-français*, Montréal, Boréal, 2017, 240 pages

Micheline Cambron

Volume 13, Number 1, Fall 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/89090ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Cambron, M. (2018). Review of [La survivance, une stratégie ? / ÉRIC BÉDARD, *Survivance. Histoire et mémoire du XIX^e siècle canadien-français*, Montréal, Boréal, 2017, 240 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 13(1), 9–10.



LA SURVIVANCE, UNE STRATÉGIE ?

Micheline Cambron

Professeure, Université de Montréal/CRILCQ

ÉRIC BÉDARD

SURVIVANCE. HISTOIRE ET MÉMOIRE DU XIX^E SIÈCLE CANADIEN-FRANÇAIS

Montréal, Boréal, 2017, 240 pages

Le projet d'Éric Bédard est explicitement présenté dans le chapitre 1 : il s'agit, à partir d'études de cas, de s'engager sur la voie de l'essai, de consentir au jugement citoyen et, réexaminant le parcours des Réformistes déjà analysé dans un précédent ouvrage savant, d'ouvrir la réflexion historique à des questions qui engagent l'avenir de la société québécoise. Il faut reconnaître le courage que cela suppose dans un milieu savant qui bride fort l'expression de prises de position ayant une dimension politique explicite. Les chapitres qui se succèdent, dont la plupart ont déjà été publiés dans des périodiques, s'insèrent de diverses manières dans ce projet et mènent à un épilogue qui explicite la thèse soutenue. Cette thèse, c'est qu'enserrés dans un réseau dense de contraintes internes et externes et privés de l'horizon d'issues variées et repérables, les divers acteurs des années 1840 ont été préoccupés avant tout d'assurer la survivance. Me retiendront ici les deux aspects qui font l'originalité de l'ouvrage tout en manifestant certaines limites : les prises de position épistémologiques et le traitement de la densité des contraintes auxquelles sont soumis les acteurs principaux du récit.

PRISES DE POSITION ÉPISTÉMOLOGIQUES ET OUVERTURE INTERDISCIPLINAIRE

Au plan proprement épistémologique, Éric Bédard innove en intégrant à ses préoccupations heuristiques le principe d'empathie. Dans le chapitre 2, Bédard examine d'abord le statut donné à François-Xavier Garneau dans les travaux de Serge Gagnon et de Gilles Marcotte, puis les jugements sur la génération de 1840 proposés par Gérard Bouchard et Fernand Dumont. Il place Marcotte et Dumont du côté de l'empathie à l'endroit de Garneau et des acteurs politiques et culturels de la période, et fait valoir qu'ils reconnaissent « l'incertitude tragique du présent » (Dumont cité par Bédard). Au contraire, Gagnon et Bouchard lui semblent rapetisser l'aire d'action des personnages historiques en les soumettant entièrement aux macro-récits externes dans

lesquels ils auraient été désireux de s'inscrire : le grand récit impérial britannique ou le récit américain de la modernité. Dans les deux cas, ceux qui lisent les documents et écrivent l'histoire font des choix.

L'enjeu heuristique de cette opposition est déterminant à mes yeux et ne saurait être réduit à ce que d'aucuns pourraient voir comme l'adhésion de Bédard à une sorte de nostalgie doloriste, par Marcotte et Dumont interposés : il s'agit plutôt pour lui de faire valoir le profit qu'il y a, dans une perspective historiographique, à prendre le parti du présent des acteurs et de l'indécidabilité de celui-ci, à l'encontre des certitudes plaquées a posteriori sur les actions humaines. Cela ménage une place pour l'imagination, dont relève l'empathie. Les pouvoirs heuristiques de l'imagination, exposés par Roger Chartier, n'avaient à ma connaissance pas été discutés de manière explicite dans le cadre de l'analyse d'une période historique au Québec.

Me retiendront ici les deux aspects qui font l'originalité de l'ouvrage tout en manifestant certaines limites : les prises de positions épistémologiques et le traitement de la densité des contraintes auxquelles sont soumis les acteurs principaux du récit.

Les acteurs de l'histoire ne connaissent pas la suite du récit, ils doivent composer avec l'indécidabilité radicale du présent. Ce propos, hérité des travaux de Koselleck et Hartog, revient comme un leitmotiv. Bédard manifeste ainsi un désir de rompre avec les visions téléologiques de l'histoire qui ont marqué les interprétations du XIX^e siècle québécois devenues canoniques. Le chapitre 3 leur est consacré. Bédard y écarte trois « récits » d'avènement : celui d'une nation (dominant de Louis-Philippe Turcotte à Lionel Groulx et Jacques Monet en passant par Stephen Leacock) ; celui d'un régime constitutionnel (soutenu par Peter J. Smith, Louis-Georges Harvey et Stéphane Kelly), et celui d'un ordre libéral (qui se déploie d'Allan Greer à Brian Young et Bruce Curtis). Ces récits doivent être rejetés, selon Bédard, parce qu'ils reposent sur l'occultation du « politique », défini comme « champ de la délibération commune » et « lieu d'affrontements par lequel une population d'individus se mue en communauté de destin ». L'argumentation éclaire bien la difficulté que l'historiographie québécoise semble éprouver à examiner le présent du



passé, entraînée qu'elle est souvent à penser le passé à la lumière exclusive d'un futur toujours à venir.

En somme, dans les premiers chapitres, Bédard suggère que les propos de Marcotte, négligés par les historiens, et ceux de Dumont, trop rapidement étiquetés comme passésistes sont plus riches d'enseignements que les voies téléologiques susceptibles de se figer en vulgate qu'empruntent certains historiens.

LES DESCRIPTIONS DENSES

Le chapitre 4 sert de prologue à une série d'études de cas qui démontrent la diversité des voies par lesquelles le Québec aurait eu accès à la modernité dans le contexte de la survivance. Les meilleures sont celles qui résultent d'une plongée dans des documents peu examinés : la correspondance de Louis-Hippolyte Lafontaine (le chapitre 5 lui est consacré), et le journal *Le Moniteur canadien* (dans le chapitre 7 consacré aux hommes d'affaires canadiens-français). Bédard y déploie les contradictions apparentes révélées par les archives, convoque de riches arrière-plans sociaux et historiques. Il montre ainsi le rôle crucial joué par la formation et les convictions juridiques de LaFontaine dans la résolution de divers problèmes qui l'ont occupé, comme l'abolition du régime seigneurial, et examine l'effacement des enjeux nationaux au profit de perspectives strictement économiques dans *Le Moniteur canadien*, organe des hommes d'affaires francophones montréalais. Nuançant les travaux antérieurs, il montre comment des analyses moins exclusivement événementielles peuvent servir non seulement à apporter des réponses, mais aussi à ouvrir à de nouvelles questions à propos du XIX^e siècle québécois.

Survivance suite de la page 9

Trois autres études portent sur des acteurs importants. Les écrivains Philippe Aubert de Gaspé et Octave Crémazie ont droit aux chapitres 8 et 9, dans lesquels la tentation de lire le réel historique dans les œuvres est repoussée au profit d'une interrogation des postures autoriales. Ces études ajoutent de la complexité au tableau dressé de la période. Sont ainsi dessinés en creux les possibles ouverts, plus encore que les choix. Certes on pourra être en désaccord avec les interprétations proposées des œuvres ou la décision de laisser de côté certains textes de ces écrivains. Toutefois, il y a là une ouverture à l'interdisciplinarité qui doit être saluée.

Le troisième personnage, Joseph-Édouard Cauchon, dont la carrière est intéressante, donne lieu à une étude décevante, presque exclusivement appuyée sur ses textes parus dans les journaux, lesquels sont analysés comme si leur signification était transparente (chapitre 6). Se trouvent alors mises en relief les limites heuristiques des choix faits par Éric Bédard. Celui-ci avait plaidé plus haut pour un examen de « moments historiques », de manière à éviter le filtre d'une construction « avènementielle » et à faciliter les comparaisons dans la moyenne durée. Il restreint toutefois sa description à des moments « politiques », ce qui se révèle peu satisfaisant, car cela ouvre à une chronologie floue et à des généralisations qui ressemblent fort à celles qui ont été dénoncées au début de l'ouvrage. En effet, on n'y trouve pas la densité documentaire qui favoriserait la mise en question des idées reçues, comme si les travaux récents en histoire de l'éducation par exemple, ou en histoire urbaine n'avaient pas transformé nos connaissances et surtout permis de prendre la mesure de nos ignorances. Cauchon est ainsi placé sans nuances dans une génération de 1840 donnée comme globalement homogène. Cela fait du « moment réformiste » (de la fin des Rébellions à l'incendie de l'hôtel du Parlement) une période dont les caractéristiques sont tenues pour acquises. Cela empêche l'historicisation souhaitée.

[L'auteur] restreint toutefois sa description à des moments « politiques », ce qui se révèle peu satisfaisant, car cela ouvre à une chronologie floue et à des généralisations qui ressemblent fort à celles qui ont été dénoncées au début de l'ouvrage.

durant cette décennie en partie à cause des décisions exécutives du gouvernement provisoire (redécoupage de la carte électorale, municipalisation, lois sur l'enseignement), et en partie à cause de l'émergence d'une classe de jeunes gens instruits, selon des cursus variés, et qui sont appelés à exercer leurs talents près de l'Assemblée.

Le choix exclusif de l'angle politique explique sans doute le peu d'attention portée à ces questions. Si en principe ce choix peut se justifier, il crée un certain agacement. L'expression « années 1840 », récurrente, renvoie implicitement (et involontairement?) à une vulgate qui ne laisse place ni aux ambiguïtés ni aux doutes. Or l'historicisation du « moment réformiste » qui est visée ne peut être atteinte en faisant l'économie du reste du politique — le social, le culturel, le géographique, l'institutionnel, — qui donne à ce moment toute sa densité.

Cela est particulièrement visible en ce qui a trait au reste qui éclaire les itinéraires individuels. Par exemple, l'ouvrage de Bienvenue et Hubert est cité (pas celui de Jean-Pierre Proulx et al., toutefois), mais la principale conclusion de ces travaux, à savoir la diversité des cursus et ses effets sur la formation de la génération de 1840, n'est guère prise en compte. Malgré la critique qu'il a faite des catégories convoquées par les historiens, Éric Bédard conserve les mêmes, en plaçant dans une même classe sociale, la « bourgeoisie », des acteurs dont le parcours et la formation sont aussi différents que La Fontaine, Parent et Garneau. Or, si l'on prend en compte les données sociales (en particulier les marqueurs de classe), culturelles (le rapport au savoir et à l'écriture), institutionnelles (la vie associative est riche et diverse, tous ne sont pas partout), géographiques (durant la décennie, LaFontaine se déplace dans le monde, Parent suit le Parlement, Garneau voyage exclusivement pour accéder à des archives, à Montréal et peut-être à Kingston) et leur rapport au pouvoir et à la hiérarchie sociale, on peut nuancer considérablement leur appartenance à une même classe. Les idées ne sont pas tout.

LE RESTE DU POLITIQUE ?

En effet, à Québec il y a un monde entre l'abattement de 1840, la colère de 1841 et le sursaut associatif et médiatique de 1842; un écart plus considérable encore entre le début de 1845 et la fin de cette même année, qui fut celle des grands incendies (28 mai et 28 juin). Par ailleurs, la vie politique, sociale et culturelle des acteurs eux-mêmes est scandée au fil de la décennie par les divers déménagements de l'Assemblée (et les problèmes d'accès à la bibliothèque et aux archives), elle est aussi transformée par les problèmes liés au fonctionnement des institutions à Kingston, et au contexte médiatique hostile de Montréal. Rien ne le donne à voir qui permettrait de saisir le mouvement de ralliement réformiste dans sa complexité. La chronologie fine n'est guère prise en compte, non plus que les changements sociaux et culturels qui transforment alors les villes et les campagnes. Les différences entre Montréal et Québec, pourtant très vives aux plans religieux, associatif et médiatique, ne sont pas évoquées. Le silence entoure les effets de la mutation des pratiques administratives, qui ont une importance inhabituelle

[...] la question demeure justement de savoir si ces actions ont été mises en œuvre dans une perspective stratégique, c'est-à-dire comme des alternatives à d'autres possibles présents dans le discours social de la période.

Après un chapitre 10, « Le retour du politique », qui fait l'éloge de la perspective politique en histoire, le chapitre conclusif intitulé « Épilogue » propose une synthèse et surtout un projet historiographique auquel on peut difficilement s'opposer.

En effet, les trois jalons que sont le fait de raconter un récit sur soi, de s'occuper d'économie et de réaliser une éclipse de la question du régime politique apparaissent, suite aux études proposées, comme des stratégies efficaces de survivance. Pourtant, la question demeure justement de savoir si ces actions ont été mises en œuvre dans une perspective stratégique, c'est-à-dire comme des alternatives à d'autres possibles présents dans le discours social de la période.

On pourrait en effet aussi penser qu'elles constituent surtout les balises d'une historiographie à venir, ce qui les placerait dans le regard des historiens plutôt que dans le regard des agents. Aussi, malgré les insuffisances que j'ai signalées, cet ouvrage d'Éric Bédard me semble ouvrir de nouveau, plutôt que refermer, l'examen historiographique de notre mémoire de la période réformiste. ❖